



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Municipales 2026 | Académie du Bâtiment et de la Cité de Demain

Le 9 Mars 2026

Crise du logement et développement économique :

L'Académie du Bâtiment et de la Cité de Demain (ABCD) échange avec les candidats à l'élection municipale de Montpellier.

Comment attirer les entreprises sur le territoire, soutenir la filière du bâtiment et l'emploi local, relancer la production de logements, soutenir le logement social et étudiant, aider pour les compensations environnementales... ? À l'occasion des élections municipales, l'Académie du Bâtiment et de la Cité de Demain réunissant l'ensemble des professionnels de l'acte de bâtir, a échangé séparément, entre le 12 février et le 6 mars, avec les cinq candidats déclarés courant janvier à Montpellier, ainsi que ceux qui ont sollicité l'Académie par la suite : Michaël Delafosse, Isabelle Perrein, Jean-Louis Roumegas, Philippe Saurel et Mohed Altrad. Nathalie Oziol n'a pas répondu aux sollicitations de l'ABCD.

Chaque session a duré entre 1h30 et 2h15 : c'est un travail dense et précis qui a été mené, à la fois pour recueillir les positions des candidats, et les sensibiliser sur les enjeux-clés du logement, et l'immobilier et de la construction pour les 7 prochaines années.

Les candidats ont été interrogés par Patrick Ceccotti, Président (ABCD et CCI 34), Thierry Iacazio (FPI OM), Gilbert Comos (FFB 34), Céline Torres (Pôle Habitat FFB Occitanie), Mathieu Massot (FDI / Procivis), Richard Thélène (Fnaim 34) et Philippe Roussel (Unam Languedoc-Roussillon).

Quel projet de développement économique du territoire portez-vous ?

Raccourcir les délais de décision. [Michaël Delafosse](#) rappelle que 54 OAP « nous disent où nous pouvons produire du logement en réinvestissement urbain ». Le maire sortant annonce également la création d'un « Welcome Package » pour accueillir des entreprises. 3^e proposition : le lancement d'un BRS Entreprises. « Nous devons devenir le territoire où la décision d'implantation est la plus rapide. »

Préserver les zones d'activités : c'est la volonté d'[Isabelle Perrein](#) pour maintenir les entreprises sur le territoire, pour éviter le départ d'entreprises telles que Zimmer Biomet, Veolia et INITS vers la zone PIOM de Mauguio. « Il faudra peut-être construire davantage en vertical, toujours dans la concertation. »

Académie du Bâtiment et de la Cité de Demain

CCI Hérault

Av. Jacqueline Auriol – 34130 Mauguio



« **Il faut sortir des limites de la métropole** », lance pour sa part [Jean-Louis Roumégas](#). Il déplore que les zones d'activités ne soient pas desservies par les transports en commun alors que les entreprises sont les premiers financeurs du transport collectif urbain.

Coopérations territoriales. [Philippe Saurel](#) prône l'extraterritorialité, avec des négociations avec les villes en dehors de la métropole (Lunel, Béziers, Nîmes...) pour faciliter l'installation d'entreprises.

« **Il faut arrêter la chute des entreprises** », lance [Mohed Altrad](#). Pour cela, il évoque la création de 30.000 emplois sur la Métropole, la mise en place d'une structure de formation pour les chefs d'entreprises et la création d'une banque publique locale pour accompagner et soutenir localement les entreprises.

Quel soutien Montpellier peut-elle apporter à la branche du bâtiment ?

Présenter les marchés publics aux entreprises du territoire : c'est la stratégie de [Michaël Delafosse](#) qui veut soutenir l'emploi local. Un événement annuel sera organisé pour accompagner et conseiller les entreprises, notamment les petites structures.

Loger les Montpelliérains. Selon [Isabelle Perrein](#), « *nous nous retrouvons avec des terrains constructibles qui ne le sont plus, du fait du PPRI. Mon objectif est de travailler avec vous pour produire du logement à un prix abordable pour loger les Montpelliérains* ».

Rénover 10.000 logements par an. Avec 85.000 logements classés E, F ou G (DPE), [Jean-Louis Roumégas](#) ambitionne de rénover 10.000 logements par an.

Cap sur les villes à l'ouest de Montpellier. [Philippe Saurel](#) voit des opportunités dans les villes de l'ouest montpelliérain pour « *construire sans dégrader la qualité de vie. En revanche, il faut des équipements publics structurants pour desservir les habitants* ».

Simplification administrative. Face aux formalités et à la complexité administrative, Mohed Altrad projette de mettre en place un guichet spécial pour accompagner les entreprises et réduire les délais.

Face au PLH qui fixe des objectifs à atteindre en matière de production de logements, ne pensez-vous pas qu'il est temps de rendre opérationnel les OAP du PLUI et d'envisager des mutations de zones vieillissantes de commerces ou bureaux pour les destiner à du logement ?

PTZ de 10 k€. [Michaël Delafosse](#) mise sur le réinvestissement urbain et propose de reconvertir les bureaux des services de l'État en logement, notamment dans le quartier Antigone. Autre engagement : « *déployer 4.000 BRS sur le territoire* ».



et mettre en place un prêt à taux zéro de 10 k€ pour l'accèsion à la propriété des jeunes ménages. »

Échanger avec les professionnels. [Isabelle Perrein](#) déclare « Les OAP, nous y sommes favorables. Nous pouvons en créer nous-mêmes. Nourrissez-nous de ces propositions. Si je dois négocier pour vous, j'irai. »

Adapter selon les territoires. [Jean-Louis Roumégas](#) défend la mise en place de dérogations selon les territoires. « On ne peut pas appliquer les mêmes choses à Paris et à Montpellier. »

Reconstruire la ville sur la ville : « c'est là qu'il faut trouver des solutions habiles, avance [Philippe Saurel](#). Il faut se donner de l'élasticité dans le tissu déjà construit. »

Êtes-vous prêts à organiser une véritable diversité de l'offre de logements ?

Accueillir la classe aisée. Maison sur toit, protection du tissu pavillonnaire...

Pour [Michaël Delafosse](#), « Montpellier ne peut pas être qu'une ville d'immeubles. J'ai besoin que les classes aisées vivent aussi dans la ville. »

Seniors et étudiants. [Isabelle Perrein](#), qui déplore un manque de verticalité, veut cibler « la production vers les seniors, les étudiants, les résidences intergénérationnelles. »

Concier la population. Selon [Philippe Saurel](#), « il faut tenir compte de l'histoire des quartiers, de l'usage... On ne peut pas envisager des changements sans concer la population ».

Quelle politique en faveur du logement social et étudiant ?

« Le logement social doit soutenir la France qui travaille », martèle [Michaël Delafosse](#) en précisant que l'effort doit être territorialement partagé. Côté étudiant, il prévoit la construction de 1.000 logements.

Sécuriser les étudiants. Pour [Isabelle Perrein](#), « s'enorgueillir de construire 53 % de logements sociaux et intermédiaires, c'est un échec. Montpellier ne doit pas devenir Calais ! » Pour sécuriser les étudiants, Isabelle Perrein va mettre en place un fonds de garantie et une bourse d'études.

Nécessité des logements étudiants. [Jean-Louis Roumégas](#) estime que le manque de logements étudiants (libres et sociaux) « asphyxie Montpellier », dans une ville qui compte 80.000 étudiants.

20 % de logement social. Pour [Philippe Saurel](#), les promoteurs immobiliers doivent produire 20 % de logements sociaux pour les programmes supérieurs à 1.200 m² de surface de plancher. Pour loger les étudiants, il propose entre autres « la réhabilitation urbaine de zones existantes, ou la cohabitation avec les personnes âgées ».



Avoir une vision long terme. Selon [Mohed Altrad](#), pour les logements sociaux, l'urgence est la production. Il précise toutefois que cela nécessite une vision à long terme (au-delà d'un mandat) avec une politique volontariste.

Ne pensez-vous pas que l'encadrement des loyers pénalise la volonté de rénovation des propriétaires ?

Être garants sur les loyers impayés. Avec l'intention de maintenir l'encadrement des loyers, [Michaël Delafosse](#) précise que « *notre but n'est pas de retirer aux agents immobilier leurs mandats. Nous allons identifier le parc qui peut être remis en location, aider à la rénovation, et être garants sur les loyers impayés.* »

« **L'encadrement des loyers fait fuir les investisseurs** », d'après [Isabelle Perrein](#). Et de préciser que cette mesure finira « *par sauter* ».

Philippe Saurel se dit réservé sur ce sujet. « *Je constate d'abord qu'il peut y avoir des contournements de la règle. Je pense aussi à certains épargnants, qui ont de petites retraites et qui ont acheté un appartement pour améliorer leur niveau de vie. Avec ce dispositif, ils ne peuvent pas toujours le faire.* »

Seriez-vous prêt à mettre en place un service métropolitain de mise à disposition et de contrôle des mesures compensatoire environnementale des opérations d'aménagement et de construction ?

Bagarre entre le COM et la ligne 5. La compensation fait l'objet d'une prédation entre les acteurs qui réalisent des grandes infrastructures, selon [Michaël Delafosse](#). « *Il y a même la bagarre entre le COM et la ligne 5 du tramway. J'aimerais que le système lagunaire de Pérols, Carnon et Palavas-les-Flots soit une zone de compensation.* »

« **Le rôle de la collectivité** est nécessaire dans les compensations environnementales », souligne [Isabelle Perrein](#).

Opérateurs privés. [Philippe Saurel](#) rappelle qu'il y a « *des opérateurs privés qui achètent des fonciers à bas prix et les proposent en compensation écologique.* »

[Retrouvez le compte rendu détaillé des échanges avec les candidates ici :](https://drive.google.com/file/d/13O8re7QupYtiTjnnmTIOHGAVExoWjr4M/view?usp=sharing)



De gauche à droite : Salim Jawhari (membre liste M Altrad), Mathieu Massot (Procivis Immobilier), Thierry Iacazio (FPI OM), Céline Torres (Pôle Habitat FFB34), Christophe Sintès (FNAIM 34), **Mohed Altrad**, Patrick Ceccotti (CCI 34), Gilbert Comos (FFB34), Richard Thélène (FNAIM34), Norbert Bachevalier (FNAIM34).



De gauche à droite : Thierry Iacazio (FPI OM), Mathieu Massot (Procivis Immobilier), Michel Aslanian (membre liste M Delafosse), Philippe Roussel (UNAM), Céline Torres (Pôle Habitat FFB34), **Michaël Delafosse**, Patrick Ceccotti (CCI 34), Gilbert Comos (FFB34), Christophe Sintès (FNAIM 34), Norbert Bachevalier (FNAIM 34).

Académie du Bâtiment et de la Cité de Demain
CCI Hérault
 Av. Jacqueline Auriol – 34130 Mauguio



*De gauche à droite : Bernard Thibaud, (membre liste I Perrein), Philippe Roussel (UNAM), Robert Alati (membre liste I Perrein), Thierry Iacazio (FPI OM), Patrick Ceccotti (CCI 34), **Isabelle Perrein**, Gilbert Comos (FFB34), Christophe Sintès (FNAIM 34,) Amaury Bedos (membre liste I Perrein), Richard Thélène (FNAIM34), Luc Alberne, (Membre liste I Perrein)*



*De gauche à droite : Serge Martin (membre liste JL Roumegas), Thierry Iacazio (FPI OM), Gilbert Comos (FFB34), **Jean-Louis Roumegas**, Patrick Ceccotti (CCI 34), Lahouari Kaddouri (membre liste JL Roumegas), Boris Chenaud (membre liste JL Roumegas), Richard Thélène (FNAIM34).*



De gauche à droite : Mathieu Massot (Procivis Immobilier), Thierry Iacazio (FPI OM), Philippe Roussel (UNAM), Céline Torres (Pôle Habitat FFB34), Patrick Ceccotti (CCI 34), **Philippe Saurel**, Gilbert Comos (FFB 34), Richard Thelene (FNAIM34).